

Conclusion

Véronique DeRudder

En septembre 1997, à l'issue des Journées Universitaires d'Automne de Rennes, les chercheurs et enseignants-chercheurs qui les avaient organisées et encadrées ont eu le sentiment d'avoir "passé un cap". Pour nombre d'entre eux, cette rencontre a représenté à la fois l'aboutissement de longs efforts pour faire reconnaître les relations inter-éthniques comme un domaine fondamental de recherche et d'enseignement en France même, où elles étaient jusque-là passablement marginalisées, et l'inauguration d'une nouvelle période de capitalisation et de transmission des connaissances.

La présente publication de travaux menés par des chercheurs plus jeunes, légitime, en effet, non sans éclat, cette persévérance à traiter de rapports sociaux et de relations sociales que le monde académique et, plus largement, la société française et ses institutions préféraient jusqu'ici ignorer ou dénier, en les abandonnant à l'exotisme ethnologique des sociétés colonisées ou à la turbulence sociologique des pays "d'immigration" (la France, vieille nation, comme chacun le savait alors, n'en faisant pas partie !). "Pas de ça chez nous" paraissait, il y a peu encore, l'expression la plus adéquate d'une attitude de dénégation à l'égard des réalités certes éprouvées, mais tenues en lisière, dans la discrétion des rapports sociaux de domination autant que par l'intimidation envers ceux qui s'y intéressaient, comme si en parler seulement risquait de compromettre l'ordre social et son harmonie...

L'optimisme qui accompagne l'impression d'avoir franchi une étape doit sans doute être tempéré : on n'est jamais à l'abri du reflux intellectuel, du retour de l'interdit politique, ni de la versalité des intérêts ou des effets de mode et l'on voit bien, pour peu qu'on y prête quelque attention, que ces menaces existent bel et bien. On ne saurait pour autant boudier son plaisir, d'autant que celui-ci s'appuie sur des éléments consistants.

Ces journées universitaires témoignent, en quelque sorte, de la conquête, qu'on espère difficilement réversible, d'un "territoire" enfin librement ouvert à l'investigation des sciences de l'homme et de la société, c'est-à-dire d'un domaine de connaissances défini par une histoire et un corpus de référence, capable d'évaluer ses acquis et ses insuffisances, de structurer des débats scientifiques. On voit ainsi émerger une génération de chercheurs en mesure d'aborder, dans tous leurs aspects et conséquences, les circulations et les transferts de populations, les rapports sociaux internationaux, transnationaux et mondiaux dont ils font partie et qu'ils illustrent ou modifient, les imputations et revendications culturelles ou ethniques et les structures et hiérarchies sociales qu'elles suscitent, les relations et les interactions "ordinaires" entre majoritaires et minoritaires, la fabrication sociale du même et de l'autre, etc., comme des réalités historiques et sociales fondamentales.

Il ne suffit cependant pas de s'intéresser à un pan occulté de la réalité sociale pour faire œuvre de connaissance, à moins de confondre l'artificialité constitutive des faits sociaux avec la naturalité des réalités physiques (elle-même, d'ailleurs, remise en question par l'épistémologie moderne des sciences). La "reconnaissance" de ce domaine de recherche ne servirait à rien s'il n'était porté, par-delà la variété des disciplines, des "points de vue" et des objets empiriques, par un mouvement d'ensemble, que l'on qualifiera ici, par commodité, d'anti-substantialiste. De nomenclatures en taxinomies, des descriptions du "naturel" des nations à celle des psychologies ethniques ou "raciales", "l'âme" des peuples n'a manqué, jusqu'ici, ni d'asseurs, ni de thuriféraires. Les sciences sociales semblent bien délaissé enfin ces certitudes confortables — confortables, notamment, parce qu'elles confortaient les rapports sociaux inégaux dont elles procédaient — pour faire droit à des problématiques plus incertaines et plus fluides, mais aussi plus réalistes, que Philippe Corcuff¹ rassemble, malgré leur diversité d'approches, sous le terme de "constructivisme social".

On pourrait dire aussi cela autrement. À côté d'une longue tradition académique française qui tend à appréhender les faits sociaux "par le haut" (la politique, les institutions, la structure sociale...), une approche "par le bas", centrée sur les interactions, met en lumière les stratégies et les tactiques des acteurs individuels ou collectifs face aux contraintes qu'ils subissent, et révèlent les diverses transactions,

1. Philippe Corcuff, *Les nouvelles sociologies*, Paris : Nathan-Université, 1995.

négociations, redéfinitions des situations, des opportunités et des identités que suscite la relation. L'un des meilleurs exemples de l'intérêt de cette approche concerne un domaine qui semble *a priori* tout entier saisi dans la rigueur (d'ailleurs moins sûre qu'on ne pourrait le croire) du juridique : celui de la nationalité. D'un côté, on voit que les *motifs* officiels qui président aux modifications des conditions de son obtention masquent souvent des *intentions* et produisent régulièrement des *effets* qui leur sont contraires ; de l'autre, on s'aperçoit que l'identification nationale, en dépit de l'injonction normative qui pèse sur elle, peut être (et est, sans doute de plus en plus), composite et fort diversement articulée (dans des relations d'opposition, de hiérarchisation, de mobilisations différentielles...) avec d'autres identifications nationales, culturelles, territoriales ou sociales.

Dans *Le creuset français*, Gérard Noiriel a montré la difficile émergence de la recherche sur les migrations entre deux conceptions philosophico-politiques antagoniques, qu'il nomme "le pôle des origines" et "l'universalisme républicain". Cette ancienne opposition structure un débat puissamment réactualisé dans les années quatre-vingt dix autour de ce qu'il est désormais convenu d'appeler les "modèles d'intégration" que l'on qualifie de "nationaux". Si l'on voit bien que ce prisme d'interprétation tend à s'imposer aux jeunes chercheurs sous la forme d'une référence "incontournable" et d'un "cadre" de pensée, on voit aussi que ceux-ci, à l'inverse de la tradition, ne se sentent pas contraints de dire ce qui doit être avant de savoir ce qui est. Il y a là un signe de progressive maturation d'un champ de recherche trop longtemps enfermé dans une conception hyper-politique du social².

Le problème, cependant, n'est pas seulement de refuser d'opposer les approches "par le haut" aux approches "par le bas", dans une logique binaire plutôt stérilisante (du type objectivisme/subjectivisme, macro-social/micro-social, explication/compréhension...). Il est aussi de ne pas se contenter de les juxtaposer, comme si elles permettaient de décrire successivement les deux faces d'une médaille qu'on ne pourrait jamais voir en même temps. Ce défi d'une théorisation et d'une démarche qui les admettent ensemble comme constitutives de la production de l'histoire et de la vie sociales, est posé à l'ensemble des sciences de l'homme et de la société. Il prend, à propos des situations de migration et de "relocalisation", de contact culturel, de codification et de

2. C'est, de la même manière, me semble-t-il, qu'il faut interpréter le souci constant, dans ces recherches si diverses, de lier le travail empirique, la recherche sur le terrain, avec les formalisations et les interprétations théoriques.

hiérarchisation ethniques, de ségrégation et de discrimination racistes, une intensité particulière qui lui confère une extrême acuité épistémologique, laquelle déborde le cadre du domaine des relations inter-ethniques. C'est d'ailleurs pourquoi, dans les textes qui précèdent, comme dans une grande part de ceux que produisent les chercheurs "confirmés", les considérations de méthode dépassent souvent le simple énoncé des voies et moyens d'accès aux données et les techniques d'interprétation, et qu'elles entraînent, de manière plus ou moins assumée et assurée, des considérations bien plus théoriques que méthodologiques, au moins en ce qu'elles impliquent une position réflexive du chercheur vis-à-vis de son objet, de sa définition comme de la relation qu'il entretient avec lui.

Les textes qui précèdent manifestent une certaine indétermination quant à l'appréhension du racisme. Aucune communication n'est directement consacrée à son étude, même si celui-ci paraît présent dans de nombreux cas. On pourrait s'en étonner si tel n'était pas le reflet de la situation de la recherche française à cet égard, bien plus à l'aise dans l'étude des discours et des représentations que dans l'analyse empirique et circonstancielle des pratiques sociales racistes. Tout se passe comme si le racisme fonctionnait tel un principe désincarné et souterrain d'interprétation du monde, dont on pourrait, ici ou là, saisir furtivement les expressions ou les effets, sans pouvoir ou sans oser l'étudier directement et en tant que tel, dans ses modalités concrètes et diverses d'expression — c'est-à-dire dans les situations où, pourtant, il exerce ses effets les plus ravageurs.

Il demeure aussi, bien des incertitudes, tout particulièrement pour ce qui concerne l'usage de certaines notions, comme par exemple celles, centrales, de culture, d'ethnicité et de communauté pour ne rien dire de l'intégration ! On ne s'attend guère, évidemment, à ce que ces emplois soient "fixés" une fois pour toutes, mais les conditions mêmes du recours à ces termes — qui ont une histoire dans les disciplines qui sont les nôtres, qui les ont produits et discutés — ne sont pas toujours clairement justifiés et semblent parfois quelque peu erratiques. Sans doute la confrontation et les échanges pluri-disciplinaires permettront-ils d'avancer vers un vocabulaire plus précis et plus rigoureux. Je renvoie, sur ce point, à l'avant-propos de Pierre-Jean Simon, d'une part, et aux efforts de clarification proposés dans le *Vocabulaire historique et critique*

*des relations inter-ethniques*³, d'autre part, fruit du travail collectif au sein du G.D.R. "Migrations internationales et relations interethniques".

S'agissant de vocabulaire, on pourra regretter l'omniprésence de la notion d'identité, y compris dans des recherches dont ce n'est pas l'objet explicite, notion dont on ignore parfois jusqu'à la définition proposée, et au point qu'on passe de l'identité individuelle à l'identité collective, de l'identité culturelle à l'ethnicité, quand ce n'est pas aux multiples "identités" qu'une même personne serait à même d'endosser simultanément ou successivement... sans autres formes de continuité du sujet ! L'inflation de l'"identité" est une mode qui dépasse largement l'université, parfaitement perceptible dans les médias. Elle a un sens qu'il n'est pas possible d'examiner plus avant ici-même. En sciences sociales, en tout cas, elle finit par former un "fourre-tout" où l'on classe des processus (ceux, précisément de l'"identification") qu'on s'avère impuissant à analyser ou à comprendre. On ferait bien de craindre que les imputations ou les supputations concernant les identités n'en viennent à conforter ou remplacer subrepticement les labellisations ethniques ou "raciales" de moins bel augure... Rappelons la mise en garde de Georges Devereux : "Le surinvestissement de l'identité ethnique conduit, de fait [...] à une réduction des identités *significatives* que l'on possède à une seule et donc à l'anéantissement de l'identité *réelle* de l'individu"⁴.

Ces problèmes conceptuels, loin d'être le lot des seuls jeunes chercheurs traduisent plutôt des incertitudes ou des débats qui travaillent le domaine lui-même, que le développement des études et des résultats, et leur confrontation, permettront d'éclaircir.

Il en est d'autres qui, tout au contraire, sont désormais l'objet d'acquis partagés, directement transmissibles, qui s'inscrivent dans la perspective d'accumulation et de développement des connaissances, ce dont témoignent bien les travaux ici présentés. On peut penser que la situation a considérablement évolué depuis la fin des années quatre-vingt au cours desquelles la recherche sur l'immigration, comme on disait encore le plus souvent, avait fait l'objet de nombreuses interrogations et critiques. Sans entrer dans le détail, on peut proposer les constats suivants, qui sont aussi des pistes de travail, sur les trois domaines de la recherche qui nous intéressent ici : les migrations internationales, les relations inter-ethniques et le racisme, et qui étaient longtemps restés indistincts, malgré des objets et des corpus en partie différents :

3. *Pluriel-Recherche*, éditions L'Harmattan, 5 fascicules parus.

4. Georges Devereux, *Ethnopsychanalyse complémentariste*, Paris : Flammarion, 1972. Voir aussi, "La mode des identités", *L'Homme et la Société*, n° 83, 1987.

- Le domaine des migrations internationales, qui était au départ le mieux institué, a prolongé ses investigations et formé un corpus conceptuel à la fois renouvelé et de mieux en mieux intégré. Les notions de mouvement migratoire, d'espace migratoire, d'espace circulatoire, de "réseaux", voire de "diaspora"..., ont donné à la recherche et la formation à la recherche de nouvelles impulsions. Considérées comme un des plus puissants révélateurs des changements du monde, les migrations internationales sont désormais l'objet d'une investigation scientifique pluridimensionnelle, tant pour ce qui concerne les échelles d'appréhension (du local à l'international), que pour ce qui relève des aires géographiques et culturelles, ou encore des effets sur les pays de départ et d'arrivée...

- Le domaine des relations inter-ethniques est sans nul doute celui qui a le plus nettement surmonté les obstacles, en partie institutionnels, qui lui ont été opposés en France. Il s'est considérablement développé et forme désormais véritablement un champ scientifique commun à de nombreux chercheurs qui y trouvent matière à débats et confrontations. La capitalisation des acquis semble en bonne voie. Une communauté d'appréhension de ces phénomènes apparaît désormais nettement, par-delà la diversité des approches et des systèmes d'interprétation. Les présupposés essentialistes sont franchement récusés au profit d'une conception relationnelle, proprement sociale et historique, des réalités culturelles et des faits politiques auxquels ils sont attachés. On peut désormais admettre que la recherche française sur les relations inter-ethniques, dans sa diversité même, est en mesure de tenir une place importante dans les sciences sociales en France comme dans les débats scientifiques internationaux. La faiblesse relative de ses "effectifs", cependant, laisse encore ouvertes à l'investigation des questions souvent considérées ailleurs comme essentielles, comme, par exemple et sans souci d'exhaustivité, les relations entre groupes minoritaires, ou les rapports genre-ethnicité...

- La recherche sur le racisme et ses modalités d'expression s'est continûment développée, en France, depuis une dizaine d'années. Elle est cependant dans une situation quelque peu paradoxale. Ses apports théoriques en matière d'analyse de l'idéologie raciste sont essentiels et reconnus au niveau international, mais elle souffre encore d'un déficit en travaux empiriques susceptibles d'apporter des connaissances nouvelles sur les formes d'expression et les effets des pratiques liées au rapport social raciste concret (en particulier en matière de déségrégation et de discrimination). C'est dans cette direction, sans doute, que la recherche

française devra travailler dans le futur, en intégrant, comme elle a commencé à le faire, les apports de la recherche anglo-saxonne en matière de racisme indirect, de racisme institutionnel et de racisme systémique.

Si l'on ne peut que redire la satisfaction (qui est pour partie de l'autosatisfaction) que les organisateurs des Journées Universitaires de Rennes ont ressentie à voir ainsi paraître presque "sous leurs yeux" une "deuxième génération" de chercheurs qui n'a pas été entièrement contrainte de re-découvrir les œuvres de leurs prédécesseurs avant de se les approprier, on constate qu'il reste du pain sur la planche et du grain à moudre... On le voit, la recherche est décidément un travail artisanal.

